

# Café Territoires du 10 septembre 2025

## Compte Rendu de Réunion

(Publié sur le [site de l'IGEDD](#) avec les comptes-rendus des autres séances du Collège Territoires)

« Des territoires délaissés ? Quelles transformations de l'action publique face aux inégalités territoriales »

**Analyse des inégalités territoriales en France : processus, discours, enjeux politiques et évolution des politiques publiques**

### Intervenants :

**Thomas KIRSZBAUM**, Chercheur associé au Ceraps (Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales Université de Lille)

**Vincent BEAL**, Directeur du Département d'Etudes Politiques et Territoriales à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne, chercheur au laboratoire Triangle

---

Les interventions des deux chercheurs s'appuient en particulier sur des travaux de recherche récents, publiés dans un numéro spécial de la revue *Mouvements* de 2024 qu'ils ont coordonné avec Renaud Epstein et Max Rousseau, intitulé « Politiques des territoires délaissés ».

La présentation s'est déroulée en deux temps. Vincent BEAL a, dans un premier temps, mis en perspective historique les processus économiques et politiques qui ont alimenté la croissance des inégalités depuis les années 1980. Thomas KIRSZBAUM s'est ensuite concentré sur la manière dont ces inégalités sont cadrées dans le débat public, avec une critique détaillée du concept de "*France périphérique*" et de ses implications politiques et sociales.

La session a également abordé l'évolution des politiques territoriales en France, notant un changement de paradigme, marquant le passage d'une politique de la ville ciblée sur les quartiers populaires à une approche plus large d'égalité des territoires, incluant le monde rural et les villes petites et moyennes. Ce changement s'est accéléré après le mouvement des Gilets Jaunes (2018 – 2019) avec une priorité donnée aux villes petites et moyennes *via* des dispositifs comme « Action Cœur de Ville » ou « Petites villes de demain ». Le concept de "*territoires délaissés*" a été proposé comme alternative à l'opposition binaire entre métropoles et périphérie, soulignant des problématiques communes partagées par ces espaces.

### **1. Mise en perspective historique de l'évolution des inégalités territoriales**

Après une période de convergence jusqu'aux années 1970-1980, on observe, depuis, une divergence croissante des trajectoires territoriales. Ce phénomène est visible à l'échelle régionale (exemples : Grand Est en France, Rust Belt aux États-Unis) et locale.

Cette tendance s'est fortement renforcée après la crise financière de 2008, créant un fossé entre les "*superstar cities*" et les "*left-behind places*".

Les facteurs de cette évolution sont économiques et politiques. Le capitalisme post-fordiste, la financiarisation de l'économie et la concentration des investissements dans les grandes métropoles ont accentué les écarts. La fin des grandes politiques d'aménagement du territoire de type keynésien et l'émergence de politiques de soutien aux métropoles, combinées aux politiques d'austérité (réorganisation des services publics), ont amplifié le phénomène.

Exemple concret : l'écart des prix de l'immobilier entre Lyon et Saint-Étienne est passé de 1 pour 2 en 2005 à 1 pour 4 en 2020, illustrant ce décrochage entre les métropoles régionales et les autres grandes villes.

## **2. Évolution des politiques territoriales et critique des discours**

Le débat sur la "fracture territoriale" s'est déplacé. On est passé d'une opposition entre les quartiers de banlieues populaires et le reste de la société (discours de la "fracture sociale" des années 90) à une opposition binaire entre les métropoles et la "France périphérique".

La thèse de la "France périphérique" est jugée simpliste et problématique par Thomas KIRSZBAUM.

C'est une catégorie "*fourre-tout*", une grille de lecture pratique qui amalgame des territoires très divers (rural, périurbain, petites villes). Elle ignore les liens d'interdépendance forts entre les métropoles et leurs arrière-pays. Elle masque le fait que la pauvreté reste massivement concentrée dans les centres urbains.

Ce discours sur la « France périphérique » déjà promu en 1947 par Jean-François Gravier dans « *Paris et le désert français* » a une fonction politique, une fonction de dénonciation des élites qui soutiendraient les seules métropoles et qui leur réserveraient leur attention, au détriment des autres territoires. Cette « France périphérique » serait aussi le réceptacle des classes populaires blanches qui fuient les métropoles « racisées ». Elle oppose les "classes populaires blanches" de la périphérie aux populations « racisées » des banlieues, qui seraient prétendument les grandes bénéficiaires des politiques publiques (par exemple, la politique de la ville serait seulement destinée aux quartiers racisés).

Cette rhétorique a un effet délétère sur le débat public et politique puisqu'elle met en concurrence les territoires.

Elle a influencé les politiques, notamment avec la promotion d'un nouveau concept d'« égalité des territoires » sous la présidence de François Hollande, en réponse directe à ce narratif, pour ne plus faire apparaître un traitement de faveur pour les quartiers de la politique de la ville. Le lien se fait alors avec la pauvreté. La politique de la ville a ainsi été intégrée dans une politique plus large d'égalité des territoires avec une extension des quartiers ciblés (sur la base d'un seul critère de revenu) lors de la réforme de 2014, en y intégrant des quartiers de villes moyennes non ciblés jusqu'à cette date par la politique de la ville (par exemple dans la Creuse, dans le Gers...). C'est dans ce cadre qu'est créé le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et plus tard l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT).

Depuis le premier mandat d'Emmanuel Macron, une réorientation claire des politiques s'est opérée en faveur des villes petites et moyennes et des espaces ruraux, au détriment des quartiers populaires. Cette réorientation se traduit par une multiplication de labels et de programmes (Action Cœur de Ville, Petite Ville de Demain) visant à diffuser des logiques de marketing territorial et de développement entrepreneurial à toutes les échelles. Les quartiers de politique de la ville (QPV) disparaissent de l'agenda national. Avec le gouvernement de Michel Barnier, il n'y a plus de ministère à la ville, mais il y a un ministère à la ruralité. Ainsi, le pouvoir national ne met plus en visibilité la solidarité avec ces quartiers. La politique de la ville n'a pas disparu, mais elle n'est plus portée politiquement et symboliquement comme politique de solidarité.

### 3. Le concept des "territoires délaissés"

Les deux intervenants et de nombreux chercheurs et chercheuses proposent de dépasser l'opposition métropoles/périphérie (la France des tours / la France des bourgs) en se concentrant sur la politique des besoins et la reconnaissance des "territoires délaissés".

Ces espaces subissent un double retrait, celui de l'investissement privé et celui des services de l'État, et ils partagent des problématiques et difficultés communes : emploi précaire et mal rémunéré, difficultés d'accès aux services publics (écoles, hôpitaux, postes) et privés (commerces), sentiment d'abandon et d'éloignement de l'État partagé par les classes populaires.

Cette approche porte un enjeu démocratique, puisque les territoires considérés comme territoires objets deviendraient alors des territoires sujets.

### 4. Enjeux de la décentralisation

La discussion entre les intervenants et les participants a permis de soulever la question de la décentralisation et de la responsabilité des collectivités territoriales (régions, départements) dans la lutte contre les inégalités, notant un paradoxe : ces dernières réclament une différenciation de la part de l'État dans l'application des politiques nationales, mais l'appliquent peu à leurs propres politiques.

#### En synthèse :

1. L'analyse des inégalités territoriales doit rejeter les **oppositions binaires et simplistes** (métropoles gagnantes vs. France périphérique perdante).
2. L'approche doit intégrer à la fois les **facteurs structurels (économiques, politiques)** et l'analyse critique des **discours médiatiques et politiques** qui façonnent la perception de ces enjeux.
3. **Le concept de "France périphérique" doit être utilisé avec une extrême prudence en raison de sa faible rigueur scientifique et de ses fortes implications idéologiques.**

#### **Ressources citées :**

- Le numéro de la revue Mouvements de 2024 sur les territoires délaissés : <https://shs.cairn.info/revue-mouvements-2024-3?lang=fr>
- Le site de l'Observatoire des territoires de l'ANCT : [observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive/](https://observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive/)
- L'atlas en ligne du géographe Arnaud Brennetot : <https://sites.google.com/view/atlas-de-la-france/>

- Site du livre de Julia Cagé et Thomas Piketty « Une histoire du conflit politique » avec les données communales en ligne : <https://www.unehistoireduconflitpolitique.fr/portrait.html>
- La nouvelle édition de l'ouvrage "Sociologie de Saint-Etienne" (Béal V., Cauchi-Duval N., Gay G., Morel Journal C., Sala Pala V.) à paraître en janvier 2026 aux éditions La Découverte : [https://www.editionsladecouverte.fr/sociologie\\_de\\_saint\\_etienne-9782707195227](https://www.editionsladecouverte.fr/sociologie_de_saint_etienne-9782707195227)
- Renaud Epstein et Thomas Kirszbaum, « Territoires perdus versus territoires oubliés : les deux discours de la fracture », *Urbanisme*, n° 399, hiver 2015.
- Renaud Epstein et Thomas Kirszbaum, « Ces quartiers dont on préfère ne plus parler. Les métamorphoses de la politique de la ville (1977-2018) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, n°30, 2020.
- Vincent Béal, Nicolas Cauchi-Duval, Max Rousseau (Dir.) (2021), *Déclin urbain. La France dans une perspective internationale*. Editions du Croquant.
- Vincent Béal, Max Rousseau (2023). Vers des mondes séparés ? Divergence des trajectoires territoriales et différenciation des capacités d'action locales. *Informations sociales*, 209210(1), 12-21.

### Liste des participants

NOM Prénom	SERVICE
BACCAINI Brigitte	IGEDD/ESPD
BEAL Vincent	DEPT/université Saint-Etienne
BOINEL Grégory	DDT 88
BOREL Rémi	DDT 26
CAMANI Manuel	DDT 04
CREME Cyril	DDT 81
De MAGALHAES Delfina	IGEDD/MIGT Metz
DEPRESLE Bruno	IGEDD/HACS
DESCHAMPS Jeanne-Louise	DDT 87
DOMERGUE Magali	IGEDD/TEC
DURAND Thierry	DDT 05
GRAND Philippe	IGEDD/HACS
GRIBELIN Patricia	IGEDD/HACS
HARDOUIN Nicolas	DTT 03
HARTMANN Valérie	DDT 57
KIRSZBAUM Thomas	CERAPS/université Lille
LAMBERT Patrick	IGEDD/MT
LOOSES Bertrand	IGEDD/MIGT Lyon
MARCOS Laurent	DDT 88
MASCITTI Christophe	DDT 60

MESUROLLE Christine	IGEDD/MIGT Metz
NEVEU Alain	IGEDD/TEC
NOUALHAGUET Pierre	IGEDD/MIGT Paris
RASOOLY Emilie	IGEDD/MRR
REMY Carine	DDT 88
RIPOLL Samuel	IGEDD/HACS
RIVIERE Pierre-Luc	DDT 81
ROBIN Guy	IGEDD/HACS
ROUX Patrick	IGEDD/TEC
SALIN Josie	IGEDD/HACS
SIMON Emilie	DDT 57
TARRISSE Florent	IGEDD/MIGT Toulouse
WABINSKI Jérôme	IGEDD/MIGT Bordeaux
WILMART Rodolphe	DDT 87
WORMSER Véronique	IGEDD/MIGT Lyon